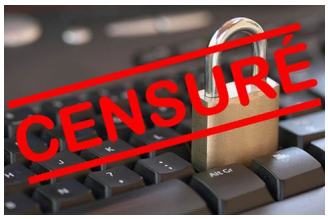
Le projet d'un code de la communication liberticide (**article ICI**) est actuellement examiné au sein des Parlements (Sénat et Assemblée nationale) à Madagascar, pays membre de l'Organisation des Nations Unies, mais dont les actuels dirigeants reviennent à des pratiques dictatoriales pour rétablir une forme de censure sournois. Or, au niveau mondial, des organisations et des journalistes lancent un appel pour la création d'un Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes, une proposition initiée par Reporters sans frontières (RSF). Aussi, n'attendons pas qu'on nous prive de l'information pour la défendre!

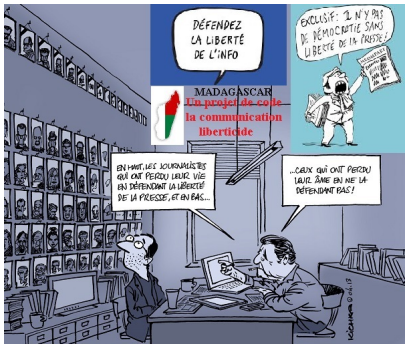


Andao hiara mientana amin'ny mpanao gazety malagasy aminy ny **zoma 17 jona amin'ny 10 ora eny amin'ny lapan'ny Antenimieram-pirenena**
satria zon'ny olompirenena rehetra ny maneho hevitra ankalalahana.

Voatohintohina ny fahalalahana mamoaka hevitra
Voaviravira ny lalana mifehy ny serasera
Andao hiaraka hanohitra io lalana mpamono fahalalahana io
Andao hiaraka hanohitra ny andininy faha-20 amin'ny lalana mikasika ny cybercriminalité
Andao hitaky ny fanafoanana azy amin'ny alalan'ny lalana mifehy ny serasera
Andao ho avy eny amin'ny lapan'ny Antenimieram-pirenena ny zoma 17 jona izao
Hiaraka handresy lahatra ny solombavam-bahoaka isika tsy hifidy io lalana mpamono fahalalahana io

La liberté d'expression est menacée
Le code de la communication est manipulé

Unissons-nous pour dire non à cette loi.
Unissons-nous pour dire non à l'article 20 de la loi sur la cybercriminalité
Exigeons son abrogation par le code de la communication
Venons à l'assemblée nationale ce vendredi 17 juin à 10 heures
Ensemble, nous convaincrons les députés de ne pas voter cette loi liberticide



Nous ne sommes pas tous comme ceux d'en bas....

Jeannot Ramambazafy – 15 juin 2016

****

Des médias, des journalistes, des ONG et des personnalités publiques de tous les continents lancent un appel solennel pour la création d'un ***«protecteur des journalistes»***, **conformément à la proposition de RSF en faveur d'un**
Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes
.

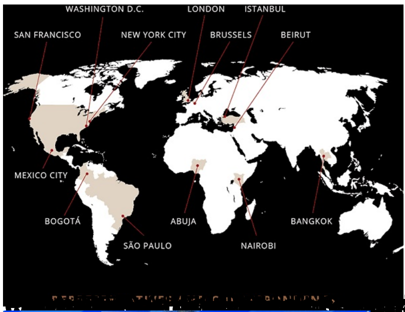
Christophe Deloire

La coalition exhorte les Nations unies et les Etats membres à donner au titulaire de ce poste le poids politique, la capacité d'agir rapidement, et la légitimité de coordonner les efforts des Nations Unies pour la sécurité des journalistes. *« Si les Nations Unies et les États créent le poste de Représentant spécial, les journalistes pourront retrouver l'espoir de travailler dans de meilleures conditions de sécurité »* , a affirmé Christophe Deloire, Secrétaire général de RSF.
« Sans protection efficace des journalistes, le droit à l'information ne saurait être garanti et la propagande et l'extrémisme violent combattus »
, a-t-il souligné.

787 journalistes tués depuis 2005

L'objectif est de mettre en place un mécanisme concret d'application du droit international, qui permette enfin de réduire le nombre de journalistes tués chaque année dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions
.
L'adoption de nombreuses résolutions de l'ONU sur la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité n'a pas permis d'obtenir de résultats concrets, si l'on en juge par les statistiques. 787 journalistes et collaborateurs de médias ont été tués en raison de leurs fonctions au cours des 10 dernières années, selon les chiffres de RSF et 67 journalistes pour la seule année 2015.

Notre campagne #Protectjournalists


WASHINGTON D.C.
LONDON
ISTANBUL
SAN FRANCISCO
NEW YORK CITY
BRUSSELS
BEIRUT
MEXICO CITY
BOGOTÁ
ABUJA
BANGKOK
SÃO PAULO
NAIROBI

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

P1 P2
P3 P4
sveriges radio

REPORTERS SANS FRONTIERES
Campagne #Protectjournalists
Pour un protecteur des journalistes